

Histoire comparée de la gestion sociale, Angleterre-France, XX^e siècle

Laura Lee Downs, Paul-André Rosental et Christian Topalov



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17465>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 219-223

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Laura Lee Downs, Paul-André Rosental et Christian Topalov, « Histoire comparée de la gestion sociale, Angleterre-France, XX^e siècle », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17465>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire comparée de la gestion sociale, Angleterre-France, XX^e siècle

Laura Lee Downs, Paul-André Rosental et Christian Topalov

Laura Lee Downs, *directrice d'études*

Enfance et guerre au XX^e siècle

- 1 CETTE année, nous avons poursuivi et développé les thèmes abordés l'an dernier autour d'une réflexion sur l'impact des guerres – notamment des guerres dites « totales » – sur les enfants, conçus à la fois comme des victimes Innocentes, mais aussi comme de nouveaux participants à la mobilisation totale des sociétés européennes en guerre.
- 2 Dans un premier temps, nous avons discuté des questions de méthode qui sont spécifiques à l'étude de l'enfance à une époque où l'omniprésence de la guerre, comme passé récent, réalité présente ou avenir pesant, amena des sociétés européennes à mettre une valeur toute particulière sur la santé et l'éducation de leurs enfants, reconfigurés comme un bien collectif (l'avenir de la nation). Nous avons mis l'accent sur le défi que représente l'effort de distinguer l'histoire des filles de celle des « enfants », terme neutre qui recouvre des formes nettement sexuées d'éducation et de traitement des filles et des garçons. À la fin de cette première partie du séminaire, Paul-André Rosental est venu nous parler de l'importance des nouvelles politiques de la population pour cette reconfiguration de l'enfance comme bien collectif (national) dans un exposé fort riche sur la mise en place des politiques de population en France entre 1920 et 1960.
- 3 La deuxième partie du séminaire était consacrée à la question de la délinquance juvénile, et plus particulièrement aux modalités spécifiques à la délinquance des filles. Ces cinq séances se sont déroulées en commun avec le séminaire de DEA de Gabrielle Houbre (Paris-VII) ; Virginie Desprès (doctorante, Lille-III) a présenté l'aspect juridique

de la question dans un exposé sur les destins différents des filles et garçons devant la Cour d'assises du Nord entre 1811 et 1914. Puis Annick Tillier (BNF) a parlé de la forme la plus répandue de la délinquance féminine au XIX^e siècle – l'infanticide – dans une intervention sur « Les mères impossibles : femmes infanticides en Bretagne au XIX^e siècle ». Ensuite nous avons vu ensemble le film *Prison sans barreaux* de Léonide Moguy (1938). La séance s'est prolongée par l'analyse filmique, faite par les membres du séminaire.

- 4 La délinquance féminine a produit aussi ses propres faits divers, comme l'a montré Anne-Emmanuelle Demartini (Paris-VII) dans son intervention sur « Le crime du sexe. Regards croisés sur Violette Nozières ». Ce jour-là, nous avons eu la chance d'avoir comme discutante Sarah Maza (Université de Northwestern), qui a aussi travaillé sur l'affaire de Violette Nozières mais dans le contexte bien différent d'une étude de la culture populaire parisienne pendant l'entre-deux-guerres. La discussion/débat tournait autour du rôle joué par le sexe de Violette Nozières dans les perceptions de son crime. Cette deuxième partie du séminaire s'est terminée avec une table ronde autour de l'œuvre de Michelle Perrot (Paris-VII) sur le genre de la délinquance juvénile en France au début du XIX^e siècle. Deux membres du séminaire ont animé la discussion avec l'historienne, qui tournait autour de ses recherches sur les Apaches (premières bandes de jeunes au XX^e siècle) et sur la question de la parole publique des femmes au XIX^e siècle.
- 5 Dans la troisième partie du séminaire, nous sommes revenus au cœur de notre sujet avec une intervention de Joëlle Droux (Université de Genève) sur « Des ONG face à la faim du monde : les œuvres suisses de secours aux enfants français (1939-1945) ». Puis Stéphane Audouin-Rouzeau a parlé de l'impact de la propagande nationaliste sur l'enfant à travers une analyse du journal *Intime* que la petite Anaïs Nin a tenu pendant la guerre. Ensuite Manon Pignot (Université de Picardie) a présenté son livre *La guerre des crayons*, qui traite un corpus de dessins faits par des enfants des écoles primaires du XVIII^e arrondissement. La discussion touchait aux questions de méthode, notamment du dessin comme source pour renouveler l'histoire de l'enfance en guerre.
- 6 Nous sommes passé de la question de l'embrigadement des enfants dans la lutte nationale à la question de l'enfant réfugié/victime de guerre avec un exposé de Miladina Monova de ses recherches en cours sur « Des enfants qui ne sont jamais devenus grands : identité de groupe et mémoire collective des "enfants-réfugiés" de la guerre civile grecque en République de Macédoine ». Sa discussion fut suivie par une intervention de Katy Hazan (INRP) sur les « maisons d'espoir » et les orphelins de la Shoah, 1944-1960, exposé qui analysait les diverses formes d'encadrement psychopédagogique des jeunes rescapés des camps de la mort. L'année s'est terminée avec un exposé Francis Lebon sur la politique sociale et éducative des enfants en France contemporaine qui s'intitule « Du patronage au centre de loisirs. L'exemple du Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs) ».

Publications

- « Milieu social or milieu familial ? Theories and practices of childrearing among the popular classes in 20th century France and Britain : the case of evacuation (1939-1945) », *Family and community history*, 8, 2, 2005, 2, p. 49-66.

- « “What did you do during the Great War, Mummy ?” L’histoire du genre, l’histoire de la culture et l’histoire des femmes pendant la Grande Guerre », dans *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, sous la dir. de J.-J. Becker, Paris, Armand Colin, 2005, p. 183-203.
- « Les “gender studies” américaines : une très brève introduction », dans *Femmes, sexes ou genre. L’état des savoirs*, sous la dir. de M. Maruani, Paris, La Découverte, 2005, p. 356-363.

Laura Lee Downs, Paul-André Rosental et Christian Topalov *directeurs d’études*

Genèse de la protection sociale : quelques racines méconnues de l’« État-providence » (genre, population, philanthropie)

- 7 LES enseignants ont présenté leurs recherches respectives sur les aspects statistiques de la construction du chômage comme fait social au début du XX^e siècle (Christian Topalov), l’étude comparée de l’évacuation des enfants urbains vers les campagnes anglaises et françaises entre 1939 et 1945 (Laura Lee Downs) et les liens entre protection sociale et immigration dans l’entre-deux-guerres (Paul-André Rosental).
- 8 Angela Groppi (Université de Rome), à partir de l’exemple des politiques menées par la Rome papale, a dressé un panorama général des conceptions et des formes de l’assistance sous l’Ancien Régime. Elle a insisté sur la diffusion internationale des critères jugés recevables, par les différentes institutions, pour bénéficier de l’aide, jetant ainsi les bases d’une réflexion sur les racines européennes communes en matière d’assistance.
- 9 Remi Lenoir (Université Paris-I) a examiné les enjeux sociaux du familialisme (1896-1914) en soulignant l’opposition entre familialistes d’Église (protection de l’enfant, de la femme, de la famille) et familialistes d’État (natalisme). La convergence, à partir des années 1930, entre les deux courants, est à l’origine du fait que, dans le système français de protection sociale, des institutions s’occupent spécifiquement de la famille.
- 10 Alain Dewerpe a retracé l’histoire longue des politiques sociales mises en œuvre par les employeurs en France, et des registres de justification qui les fondent. Son exposé a notamment permis de mieux comprendre la chronologie et les modalités de mise en place des formes de salaire indirect, et du même coup le lien entre politiques patronales et développement des politiques de sécurité sociale.
- 11 Sébastien Lechevalier a comparé les réponses apportées par le Japon au problème du vieillissement des populations, avec celles mises en œuvre par d’autres pays asiatiques. En insistant sur ses causes démographiques mais aussi sociales (taux d’activité féminine), sa lecture permet de comprendre l’absence de crise sociale japonaise depuis 1990, malgré la montée sensible des Inégalités au travail.
- 12 Francine Soubiran-Paillet (CNRS) a exposé le rôle des juristes sociaux dans la définition du contrat de travail et du contrat collectif en France au début du XX^e siècle, via l’étude de la Société d’études législatives ainsi que de la section française de l’Association pour la protection légale des travailleurs. Elle a souligné la circulation des hommes entre ces deux arènes, en même temps que les inflexions de leur discours selon celle où ils se trouvaient.

- 13 Steven King (Université d'Oxford-Brookes) a analysé les conceptions de la justice sous-jacentes à l'assistance sociale britannique (*Poor Laws*) depuis la fin du XVI^e siècle, à partir d'une source inédite – la correspondance entre les administrateurs locaux des allocations (*Poor Law Guardians*) et les assistés des deux sexes.
 - 14 Susanna Magri (CNRS) a étudié la maison individuelle comme objet de politiques en s'interrogeant sur les raisons de la suspicion dans laquelle cette valeur « petite-bourgeoise » a été tenue dans les sciences sociales des années 1960 et 1970. Celles-ci, pour construire la figure du petit-bourgeois, présumaient une coïncidence entre les desseins des politiques, les propriétés sociales de la maison et les dispositions des propriétaires, sans jamais se demander ce qui se jouait pour ces derniers.
 - 15 Marie-Emmanuelle Chessel (CNRS) a présenté ses recherches sur la Ligue sociale d'acheteurs (LSA), association qui, il y a un siècle, visait à développer le sentiment et la responsabilité des consommateurs à l'égard des travailleurs. Elle a notamment mis en évidence l'importance des clivages religieux (catholiques vs protestants) dans la genèse et le développement de ce type de mouvements, nés outre-Atlantique.
 - 16 Sakari Saaritsa (Institut universitaire de Florence) a analysé les rôles respectifs du crédit et des transferts formels et informels dans la protection sociale des ouvriers à Helsinki autour de 1930. Ils variaient à la fois selon la composition des ménages et leurs liens éventuels avec les syndicats, mais aussi selon le type de difficulté rencontrée.
 - 17 Sandrine Kott (Université de Genève) a présenté les pratiques et usages de la législation sociale dans l'Allemagne de la fin du XIX^e siècle. Au-delà des modalités institutionnelles, elle a particulièrement insisté sur la signification donnée au cadre juridique qui accompagna, durant la période, le développement du droit social, dans une perspective très différente de celle de la France ; ainsi que sur le rôle de l'État social dans le processus de nationalisation de la société allemande.
-

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe